

Restaurer la langue des origines : assembler la diversité par la permanence d'un repère stable

Mesdames et Messieurs, je voudrais vous dire le plaisir que j'ai d'être parmi vous, conscient de l'honneur qui m'est fait, et dont je voudrais remercier les organisateurs de ce Forum d'oc. Quand on a depuis toujours, comme moi, baigné dans la défense et illustration de cette langue, il est juste et nécessaire de la servir, d'aider pourquoi pas à mieux faire comprendre l'enjeu qu'elle représente, qui plus est dans un lieu aussi prestigieux et cosmopolite que la ville de Nice. Cette problématique importante n'a pas échappé, semble-t-il, à ses premiers édiles qui viennent d'inaugurer cette manifestation, et je ne peux que m'en réjouir.

Notre monde est aujourd'hui tirillé entre deux tendances opposées, qui présentent de réels dangers pour la coexistence que, fut un temps, on disait pacifique, entre les hommes et les peuples. Et ce n'est pas ici, après les terribles événements que l'on sait, que l'on peut faire l'impasse sur ce genre de considérations. Oui, il est temps de trouver des terrains d'entente, des convergences, des formes de ce que dans la plupart des langues romanes on dénomme *convivència* et qu'on rend en français par 'le vivre ensemble'.

L'idée que je vais tenter de déployer et d'étayer devant vous est assez simple : c'est parce que la globalisation des échanges – des flux aussi bien humains que marchands – s'est développée de manière exponentielle sur notre planète, en uniformisant de manière impérative et sans alternative, qu'elle a donné lieu en réaction à des réponses qui vont des plus souhaitables aux plus inacceptables. Je ne crois pas qu'il faille s'aventurer – du moins depuis l'époque moderne – dans un débat oiseux du type l'œuf et la poule.

Entre centralisation/globalisation nivellatrice et particularismes exacerbés

La tendance à l'unification, à l'uniformisation date de ce que Daniel Baggioni a appelé la « première nationalisation », qui correspond en France au règne de François I^{er} et, en matière de langues, à son Ordonnance de Villers-Cotterêts (dont soit dit en passant l'objectif était de promouvoir l'usage juridique du français aux dépens du latin, son influence désastreuse sur ce que l'on nomme aujourd'hui langues régionales n'en étant qu'un effet collatéral). Dès cette époque aussi se constituent de grands empires coloniaux – ceux de l'Espagne et du Portugal. Cette tendance s'est poursuivie et accentuée à compter de la Révolution française avec la deuxième vague de nationalisation, qui cristallise les États-nations, et s'accompagne de la création ou du développement de nouveaux empires, à savoir le français et l'anglais. Toutes ces évolutions se doublent d'entreprises d'exploitation économique des territoires et de leurs habitants (spoliations, esclavage), qu'elles s'affichent capitalistes ou non (je pense ici à l'empire soviétique). La mondialisation, qui est l'expression du néolibéralisme, n'a fait que porter ce phénomène long à un stade plus avancé d'intégration économique, qu'asseoir les grandes puissances, en dépit des différentes vagues d'indépendances.

Il en est résulté chez les colonisés/dominés une volonté farouche de se défaire, à n'importe quel prix, selon des diacritiques – c'est-à-dire des signes, des valeurs, distinctifs – de cette emprise aliénante (au sens que les individus et les peuples étaient sommés de devenir autres, de s'aligner sur les modèles dominants, imposés par les métropoles et/ou les centres de décision basés ailleurs). La citoyenneté républicaine, au XIX^e siècle, le marxisme au XX^e et l'islamisme au XXI^e, sont des formes différentes de réaction à la domination impériale et/ou impérialiste, qui se sont traduites et se traduisent par des manifestations détestables et horribles : à titre d'exemples, la confiscation de la citoyenneté par

les élites créoles latino-américaines par l'exclusion des amérindiens et des Noirs, les purges et les goulags, Al-Qaïda et Daesch.

N'allez pas croire un seul instant que je cautionne en quelque mesure ces manifestations injustes, cruelles et dévoyées de l'expression à la différence, mais force est de constater qu'elles résultent toutes de processus de domination (la colonisation, le tsarisme ou l'orientalisme, pour reprendre les exemples précédents) eux-mêmes pervers. Je ne m'appesantirai pas sur la question religieuse : tel n'est pas le propos de notre assemblée. En revanche, il me paraît indispensable d'éclairer ce que l'on dénomme la montée des nationalismes, ou bien les replis nationalistes, parce qu'ils ont partie liée avec les langues (l'islamisme aussi, du reste).

Les liens entre langue(s) et nation(s) tiennent à la mise en coïncidence, de manière biunivoque, de la langue, du territoire et de la nation, et à la confusion entre État et nation ; elle se résume dans la formule : un territoire, un peuple, une nation, une langue. Alors qu'en Russie, en Chine ou au Japon, c'est, à des époques et selon des formes diverses, une constante, on assiste partout ou presque à une montée spectaculaire des nationalismes, aussi bien en Europe occidentale (Italie, mais aussi France, Espagne, Allemagne, Royaume-Uni), qu'orientale (pays de l'ex-Yougoslavie, Hongrie, Pologne, Tchéquie, Slovaquie...), et de manière plus brutale encore, tout récemment, aux États-Unis ou au Brésil. Cette montée coïncide partout avec les crises économiques ou migratoires, les sentiments de déclassement, imputés non sans quelque raison à la globalisation. Il en résulte la peur de l'étranger et plus largement de l'Autre, qui est amené à être traité en bouc émissaire des diverses formes de frustration et de ressentiment. On fera aussi le constat selon lequel la sphère politique et

parfois médiatique se charge souvent de s'en faire l'écho voire de l'instrumentaliser de façon partisane...

Je ne fais là qu'enfoncer des portes ouvertes, peut-être pas de la manière la plus neutre, j'en conviens. Sans doute avez-vous l'impression que je m'éloigne de mon sujet, que tout ceci n'est que digression, mais pas vraiment. Je vous rappelle mon intention : montrer que nous naviguons entre deux écueils majeurs, celui d'une mondialisation 'nivellatrice' et uniformisatrice d'une part, et celui d'expressions particularistes plus ou moins exacerbées, de l'autre. Parce que ma conviction profonde et sincère, est qu'entre ces deux extrêmes, que je trouve tout à fait insatisfaisants, existe un entre-deux susceptible d'offrir des solutions intermédiaires viables. Il me paraît convenable et même souhaitable d'envisager le rapport à l'Autre, à la différence et aux particularismes – et le droit à ces derniers – compatible avec leur dépassement, en ce qu'ils peuvent avoir d'offensifs et de réducteurs d'une diversité qui est tout autant au fondement du biotope que de l'humanité. Autrement dit, la revendication légitime du droit à la différence pour soi devrait s'accompagner d'une tolérance vis-à-vis de la différence de l'Autre, de quelque nature qu'elle soit.

La question de l'identité : un détour théorique

Pour comprendre à la fois les enjeux tels que je viens de les exposer et les solutions envisageables, un détour par la théorie s'impose. Non pas tant parce qu'étant universitaire je me devrais de le faire, ou par goût d'étaler une certaine culture, mais parce que les théorisations – parfois complexes dans leur formulation – nous aident véritablement à comprendre et sans doute aussi à agir. Pour ne pas trop vous lasser, je vais tâcher de le faire brièvement, sans pour autant trop simplifier et dénaturer : sinon, ma démonstration risquerait d'être bancal, et guère convaincante...

Les philosophes Deleuze et Guattari, d'une part, et Ricœur de l'autre, ont élaboré des outils pour penser l'identité/les identités qui me paraissent adaptées et utiles. Le point de départ est la double signification du terme identité, qui dit à la fois l'identique (le même) et la singularité (l'unique). Je suis à la fois le même que d'autres (mes semblables) et différent (je suis le seul à réunir tous les traits qui me caractérisent).

Pour ce qui est du premier sens (le même), Ricœur – parce que c'est un philosophe – parle de « mêmété », et de là d'« exigence de mêmété », ce qui signifie qu'un individu ou un groupe peut exiger de moi que je me conforme à un modèle, à une norme, pour être reconnu, pour faire partie d'un collectif. L'identité partagée le serait alors, selon Deleuze et Guattari, autour d'une « racine », propre et/ou commune, c'est-à-dire de traits et de valeurs hérités (dans le temps, sur un territoire donné). On pourrait aussi en exiger/m'en exiger le partage.

Pour ce qui est du second sens de l'identité (la singularité), Deleuze et Guattari proposent, face à l'image de la racine, celle du « rhizome », qui est l'enchevêtrement de radicelles caractéristique, par exemple, de la pomme de terre. L'identité est alors multiple, faite d'une multiplicité d'identifications, qui me permettent de me rapprocher de tel ou tel autre, dont je me distingue en même temps par d'autres traits. Autant la « racine » est cadrée, répertoriée, autant le « rhizome » est évolutif et jusqu'à un certain point imprévisible. Chez Ricœur, la singularité est baptisée « ipséité » : c'est être soi, soi-même, unique. Le philosophe dit même qu'il faudrait se considérer (je cite) « soi-même comme un autre », ce peut nous paraître bizarre, contradictoire. Et pourtant. Ce que Ricœur veut dire, c'est que chacun de nous (à la différence de la « racine ») n'est pas fait d'une seule pièce. Il a par exemple des zones d'ombre (comme

l'inconscient, ce que Freud a baptisé « l'inquiétante étrangeté »). Cette part d'ombre fait que nous sommes nous-mêmes mais aussi un peu un autre (une sorte de Dr. Jekyll & M. Hyde – Hyde, ça veut dire 'caché'!). Si nous acceptons, dit Ricœur, nos zones d'ombre, ce qui nous rend autre, alors nous sommes prédisposés à accepter l'Autre, le différent, parce qu'on lui donne le droit d'être différent, on n'exige pas qu'il soit le même, identique à soi...

On voit bien que, selon le sens que l'on donne au mot 'identité', selon qu'on le conçoit au singulier (l'identité) ou au pluriel (les identités), le rapport à l'autre change. Et si l'on passe du plan individuel au collectif, au social, tout est aussi très différent. Si l'on se base sur la racine, tous les individus d'un groupe donné doivent être au même moule – avoir la même langue, la même culture, les mêmes croyances. Le groupe impose sa loi à l'individu. Ce qui prime, c'est comme le dit le Danois Barth, l'appartenance. Si au contraire on s'inscrit dans la perspective du rhizome, alors chacun peut être différent, cohabiter en ayant quelques points communs mais en respectant la différence. C'est alors l'individu qui prime sur le groupe, sans que forcément celui-ci soit rayé de la carte ; c'est l'individu qui choisit, selon Barth, le « groupe de référence » auquel il veut appartenir (qui n'est pas nécessairement celui de son appartenance)

On voit bien comment, d'un côté, les communautarismes, les nationalismes – tout ce que l'on appelle le relativisme – peut prédominer, se justifier et se perpétuer en dictant ses exigences de mêmeté. On voit à l'inverse comment une société pluri- ou multilingue, pluri- ou multiethnique, peut advenir, comment des principes universalistes peuvent parvenir à subsister dans l'intérêt de chacun des individus qui la composent. Voilà sans aucun doute la leçon à tirer de ce détour théorique : on a le choix... un choix de modèle social que l'on peut faire en connaissance de cause.

Traduction : quelle politique linguistique « en région » ?

L'heure est venue de passer au concret : comment ces choix peuvent-ils se traduire, que ce soit dans les relations entre régions et Etat ou entre régions, ou bien encore au sein même d'une région ?

Nous évoquerons brièvement pour commencer deux cas, à l'échelon de l'Europe de l'Ouest d'aujourd'hui : la Belgique et l'Espagne, où les racines, les exigences de mêmeté, mènent la danse. La montée du nationalisme flamand s'explique pas tant par la « querelle linguistique » que par le retournement du rapport de forces socioéconomique antérieur qui opposait une Wallonie francophone riche grâce aux mines et à la sidérurgie à une Flandre à l'agriculture pauvre. C'est aujourd'hui l'inverse, et les Flamands, à travers des politiques nationalistes dures et des volontés indépendantistes, font payer aux Wallons déçus leur arrogance d'hier. Qu'en résulte-t-il, si ce n'est un Etat belge assez souvent au bord du précipice de l'impuissance voire de la dissolution ? Au plan linguistique, les Wallons leur imposaient le prestige du français et n'apprenaient pas délibérément le néerlandais ; aujourd'hui, les Flamands préfèrent l'anglais au français. En Espagne, très (trop) sommairement, on assiste au face-à-face de deux nationalismes antagoniques, de puissance dissemblable – l'espagnol et le catalan, brandissant chacun des racines exclusives et non-négociables au premier rang desquelles la langue et la culture – dont l'issue est à l'heure actuelle incertaine. Dans les deux cas, le pouvoir central doit jouer les équilibristes – en Espagne, il tente actuellement de la faire, après avoir joué les boutefeux (c'est la différence entre les socialistes et leurs prédécesseurs, le Parti Populaire). Et au passage, on se demandera quelle valeur unitaire garde la monarchie, dans les deux cas.

À travers ces deux exemples, la langue apparaît chaque fois, en tant que partie prenante de la « racine », d'une part comme un facteur de cohésion sociale pour chacun des camps et d'autre part, comme un élément stratégique de différenciation, de distinction entre les deux. Elle fédère, positivement, « en interne » et oppose, négativement, « en externe ». Dans les deux démarches, complémentaires et simultanées, elle joue un rôle d'élément d'identification partagé ou rejeté.

Essayons à présent de transposer cette réflexion aux régions françaises et à celle dans laquelle nous nous trouvons – dont la dénomination (PACA, Sud, Provence) est pour l'heure conflictuelle (je ne vous apprends rien). Cette région se caractérise par une grande attractivité et partant une histoire migratoire complexe. Pour ce qui est de l'ancien comté de Nice, s'y ajoute une histoire politique singulière et la puissante attractivité touristique de la Riviera. Si bien que la population y est particulièrement hétérogène, parce que mêlée (l'histoire migratoire y est complexe), selon des conditions socioéconomiques opposées et diversifiées. À ma connaissance – mais je suis étranger au territoire – il n'existe pas ici de tentations communautaristes avérées, et les disputes au sujet de la dénomination prouvent si besoin était une lacune potentielle en tant que « racine » exclusive. Le caractère composite plaiderait plutôt pour une prise en compte du mode du « rhizome », assorti de différences à dépasser pour un véritable vivre ensemble.

Mais cette volonté commune, si tant est qu'elle existe – vous me le direz – ne saurait se constituer et se perpétuer qu'autour d'éléments ou de valeurs communs. Ce pourrait être la langue... De longue date, il s'agit du provençal ou du niçard, autrement appelés langue d'oc ou occitan (en cette journée consensuelle, je me garderai bien d'entrer dans ce débat). L'histoire nationale,

disons-le, a plaidé à leur encontre et tranché en faveur du français, depuis le XIX^e siècle au moins, via l'école et la conscription, ou encore le « rattachement » à la République. L'aménagement touristique de haut de gamme, surtout sur la Côte d'Azur, a fait affluer une population cosmopolite dont la langue de communication, la *lingua franca* actuelle, est l'anglais.

Si chacun des groupes installés de plus ou moins longue date revendiquait la kyrielle de langues en usage sur le territoire, et s'il faisait bloc autour d'elle(s), on aurait affaire à une société multiculturelle comme celles qui caractérisent l'Amérique du Nord (États-Unis, Canada), c'est-à-dire une société où les communautés, comme autant de « racines », sont – en dépit du principe d'organisation politique – davantage juxtaposées que véritablement fédérées. Un tel modèle n'est pas envisageable en France, bâtie sur un fondement universaliste où les citoyens sont égaux.

Néanmoins, trois langues émergent pour des raisons diverses : la langue historique, celle des racines ; la langue d'État, qui s'est imposée à elle ; la langue globale, qui remet en question ce leadership. Selon le principe de la « racine », elles devraient 'être en guerre' ou 'en conflit', et une seule devrait l'emporter. Autant dire que la langue d'oc y perdrait, si je peux dire, ses dernières plumes, et le français, sa position dominante actuelle. Aucune des deux n'a intérêt au triomphe du *globish*. Or, si au contraire on s'inscrivait dans une perspective de « rhizome », alors chacune pourrait, pour ainsi dire, tirer son épingle du jeu.

On verrait bien l'anglais conserver son rôle de *lingua franca* planétaire dans une stratégie d'attractivité internationale, tandis que le français continuerait lui aussi

à être prédominant à l'échelle nationale. Ce serait alors, me dira-t-on, une sorte de *statu quo*, mais à ceci près qu'il n'y aurait alors pour aucune de danger de disparition, de substitution (le rhizome fonctionnant selon le *et*, et non pas selon le *ou*). Mais dans ce cas, quels seraient le rôle et les atouts de la langue d'oc ? Tout simplement, de langue régionale, mais au sens plein du terme. Une langue à laquelle seraient initiés tous les enfants scolarisés sur le territoire régional – et non pas sous la forme optionnelle actuelle –, parce qu'elle leur fournirait le lien intégrateur à ce territoire, tant du point de vue de la profondeur historique (de l'histoire événementielle en tant que telle) que de ses strates de peuplement (histoire culturelle), permettant à chacun une lecture éclairée de son environnement. La langue régionale, à travers la toponymie ou l'anthroponymie, permet en effet une approche et une appropriation irremplaçables du territoire par ses habitants, pour peu qu'ils soient/aient été formés à la langue et à la culture où sont apparues et se sont perpétuées ces dénominations. Et lorsqu'en outre, on dispose d'une riche littérature inscrite dans la continuité historique, pourquoi s'en priverait-on ?

La langue régionale, ainsi conçue en articulation avec les deux autres, et toutes les autres co-présentes, ne les exclut pas, pas plus qu'elle n'est exclue par elles. Parce qu'elle est une ou plusieurs radice(s) parmi d'autres, elle a vocation à occuper un créneau spécifique qui ne peut lui être contesté. Et sur la lancée, ici et maintenant, par ce que signifie, que symbolise ce Forum d'oc, une suggestion connexe... À mon sens, on peut (on devrait) envisager de la même manière la conception de la langue d'oc elle-même, à savoir sous forme de rhizome. Qu'on le revendique ou qu'on fasse mine de l'ignorer, en fait, il est déjà là. C'est ce que les linguistes appellent un diasystème, c'est-à-dire une construction complexe, fonctionnant à la fois en continuité géographique (le *continuum*) et avec des différences internes plus ou moins accentuées, entre parlers, sous-dialectes et dialectes. Quel que soit le nom qu'on attribue à cette langue, quelle

que soit la façon de la transcrire graphiquement, on pourrait voir dans l'approche en rhizome une richesse et une solution à des querelles anciennes et, disons-le avec un peu de recul, stériles.

Cette richesse est bien sûr, dans la rétrospective, celle d'un patrimoine commun, mais aussi, dans la prospective, une immense opportunité éducative. Notre langue est tout à la fois une et plusieurs. La connaissance et la pratique interdialectales nous permettent de nous placer dans la perspective d'ipséité de Ricœur, celle qui nous dit que nous sommes à la fois nous-mêmes et l'autre : nous avons notre langue, locale, dialectale et régionale, certes, mais nous pouvons nous emparer des autres formes dialectales, entrer en dialogue avec elles, ce qui se pratiquait à des époques de plus grande socialisation de notre langue.

Enfin, pour clore mon propos, je me permettrai d'évoquer mon propre parcours, mon expérience de l'altérité. Je suis fils d'un occitaniste (André Lagarde) qui a eu aussi bien des responsabilités au sein du Félibrige que de l'IEO et des CREO. En le suivant, j'ai été très tôt confronté, très jeune, moi languedocien vivant en territoire gascon, au provençal, au limousin et un peu à l'auvergnat. De cette expérience, j'ai retiré une bonne oreille linguistique et une bonne capacité à établir des systèmes de correspondance de l'un à l'autre (à transcoder). Et je suis devenu plus tard sans trop d'efforts un hispaniste et un catalaniste, dans une sorte de continuité sans rupture et sans état d'âme. Dans ces variétés et ces langues, je suis partout chez moi. Mais je ne crois rien avoir d'exceptionnel. Tout au plus ai-je eu cette chance. Et cette chance, je la souhaite à tous les enfants de ce territoire ; je souhaite que l'opportunité leur soit donnée de la partager. C'est pour cela que j'adhère à l'esprit du Forum d'Oc et à ses actions, et que je souhaite sa pleine réussite.

Références bibliographiques :

- BARTH, Fredrik (1969). « Les groupes ethniques et leurs frontières » in Poutignat/Streiff-Fenart, *Théories de l'ethnicité* (1995). Paris, PUF.
- DELEUZE, Gilles & Félix GUATTARI (1980). *Mille plateaux*. Paris, Minuit.
- LAGARDE, Christian (2008). *Identité, langue et nation*. Canet/Perpignan, Trabucaire.
- RICOEUR, Paul (1990). *Soi-même comme un autre*. Paris, Seuil.